

# LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français pour la IV<sup>e</sup> Internationale

On nous annonce de nouvelles restrictions pour Avril. Les rations de pain, en particulier, seront réduites de 75 grammes par jour. N'ayons crainte, on nous expliquera cela par de nouvelles raisons « atmosphériques », aussi peu convaincantes que les autres. Ce qu'on ne pourra pas expliquer ce sera pourquoi, malgré la bonne récolte de 1941, on ne peut pas au moins maintenir les rations actuelles. Il ne faut faire nulle peine, même légère aux nazis. Et les restaurants hors classe et le marché noir doivent toujours approvisionner nos braves bourgeois.

Contre le scandale des réquisitions! Contre le contrôle policier corrompu et véna! UNISSONS-NOUS dans les comités pour le contrôle populaire du ravitaillement!

## RAZZIA D'ESCLAVES EN EUROPE OCCUPEE

L'impérialisme allemand s'essouff. Après les sensationnelles victoires de 1940 et de 1941, il lui faut enregistrer des défaits partiels, mais sévères, sur le front russe. Ses succès étaient dus pour la plus grande partie à son potentiel économique exceptionnel, le premier de l'Europe. Aujourd'hui, la production allemande, accrue par celle des pays occupés, a atteint son maximum. Ce que les maîtres du III<sup>e</sup> Reich, en prévision de l'offensive du printemps, cherchent à obtenir de l'appareil économique allemand, ce n'est pas une augmentation de la production sur ses bases actuelles, mais une augmentation de la productivité, c'est-à-dire du rendement des usines sur de nouvelles bases plus rationnelles. On procède donc, en Allemagne, à une transformation de l'économie de guerre en portant tout l'effort du pays sur cette partie de l'industrie. Dans la *Paris-Zeitung* du 20 Janvier, sous le titre : « Une nouvelle phase de l'économie de guerre », nous trouvons ces lignes qui promettent au peuple allemand de nouvelles restrictions : « Dans une telle phase nouvelle de l'évolution de l'économie de guerre, une nouvelle restriction des biens de consommation est inévitable. Mais une autre conséquence aussi ne pourra être évitée : la suspension de l'activité d'un certain nombre d'entreprises, liée à la concentration de la production sur les entreprises les plus importantes et les mieux outillées ». Notons en passant que cette concentration de la production allemande se fera sous le contrôle, non de l'Etat, mais bien des « branches de l'économie elles-mêmes », c'est-à-dire par les capitalistes réunis en commissions. Le responsable de ce contrôle est l'un des principaux actionnaires des usines Krupp. Voilà une nouvelle et significative preuve de la lutte contre le grand capitalisme en Allemagne nazie!

Cet effort nouveau de l'impérialisme allemand se heurte, dès le départ, à un obstacle des plus graves : le manque de main-d'œuvre croissant en Allemagne. En effet, et c'est toujours la *Paris-Zeitung*, cette fois du 30 Janvier, qui nous l'annonce : considérable est le nombre d'ouvriers qualifiés allemands qui partent vers le front Est.

Dans ces conditions, il ne restait plus aux maîtres allemands qu'une solution : intensifier le recrutement des travailleurs étrangers. Un chantage monstrueux se développe en Europe occupée. On n'accorde plus, ou presque plus, de matières premières aux usines, on interdit l'augmentation des salaires, parfois même on va jusqu'à les diminuer. L'ouvrier, hanté par le spectre de la misère et du chômage, se livre alors au capital allemand, quitte à construire lui-même ses propres chaînes.

La presse allemande et ses domestiques français Déat et Uchaire, nous annonce des mesures encore plus sévères si le recrutement « volontaire » ne donnait pas entière satisfaction aux « nouveaux maîtres ». N'est-il pas d'un cynisme achevé cet extrait de la *Kölnische Zeitung* du 29 Janvier : « Il faut tenir compte des particularités nationales, mais on comprend difficilement pourquoi le soldat allemand au front et le travailleur allemand à l'arrière s'imposent les plus rudes et les plus privations tandis que, quelque part dans la zone d'influence allemande, d'excellents ouvriers se livrent à des travaux qui nous paraissent par-

faitement superflus. L'adversaire d'hier n'est certes pas l'allié d'aujourd'hui, mais il n'est pas indispensable que la guerre perde par lui lui confère une situation matérielle meilleure (sic), même dans le domaine de la main-d'œuvre, que celle de l'Allemagne elle-même. La guerre n'est plus l'affaire de l'Allemagne, mais du continent tout entier. Cette vérité a été assez souvent exprimée et il semble que l'heure est venue pour elle de s'imposer, non seulement à la direction économique, mais aussi aux services de la main-d'œuvre. S'il ne convient pas que la main-d'œuvre soit recherchée, à titre individuel, dans les territoires occupés, il ne doit pas être permis aux industries belges ou françaises, par exemple, de « stocker » artificiellement leur main-d'œuvre et de l'empêcher d'être employée là où le besoin s'en ferait réellement sentir ».

C'est prometteur. Il ne s'agirait de rien de moins que de réquisitionner militairement ouvriers et personnel de maîtrise, en France et en Belgique particulièrement, puis de les expédier outre-Rhin, où ils seront employés à des travaux plus « utiles » pour la nouvelle Europe.

On nous signale d'ailleurs quelques cas de réquisitions, encore limitées. C'est, paraît-il, ces jours-ci que le fait va s'aggraver et se généraliser.

Elle est vraiment « nouvelle » cette Europe nazifiée! Certes, les « nouveaux maîtres » veulent supprimer le salariat. Mais c'est pour lui substituer l'esclavage et l'arbitraire! L'ouvrier sera enchaîné à son usine au gré des maîtres « socialistes » du III<sup>e</sup> Reich. Nous savions déjà que cela existait en grande partie pour les ouvriers d'Allemagne. Nous avons déjà connu une telle monstruosité pendant la guerre de 1939-40. Mais cette fois il s'agit d'éloigner l'ouvrier des siens, de lui ôter ce qui faisait sa joie et sa raison de vivre. Il s'agit de l'embrigader résolument dans la guerre contre ses frères soviétiques.

Mais cette razzia d'esclaves en Europe occupée coûtera cher aux nazis et à leurs maîtres, les magnats allemands de la finance et de l'industrie. Le plus formidable foyer révolutionnaire va être créé ainsi à l'intérieur même de l'Allemagne.

Ouvriers français qui partez vers les usines allemandes n'oubliez jamais que vos intérêts sont les mêmes que ceux de vos frères belges, hollandais, polonais, russes, yougoslaves, espagnols et italiens. Ouvriers français, vous allez être en contact avec les ouvriers allemands. Ouvrez-leur les yeux sur les beautés de l'occupation nazie en Europe. Montrez-leur que pour lutter contre leurs exploitateurs ils ne sont plus seuls, qu'ils auront, dès qu'ils la réclameront, l'aide de tout le prolétariat européen.

Ouvriers français qui allez travailler pour forger les armes du nazisme contre l'Union Soviétique, faites de telle sorte que ces armes soient les plus mauvaises et qu'il en parvienne le moins possible aux ennemis de l'Etat ouvrier.

Non, pas un ouvrier n'acceptera l'esclavage de gilet de cuir. Tous devront s'unir en Allemagne même. Tous devront s'unir pour porter en plein cœur le coup fatal à l'impérialisme allemand.

Vive la fraternisation des ouvriers européens!

Vive les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe!

## Manifestations de la faim en zone « libre »

MARSEILLE. — Le problème du ravitaillement devient tragique. Les commissions d'armistice raflent à peu près tout ce qui arrive d'Afrique du Nord. Les administrateurs se gorgent et s'octroient des cartes supplémentaires. On voit des mairies distribuer elles-mêmes des faux-tickets! Les scandales sont légions. Les « démissions » se multiplient.

ALPES-MARITIMES. — Des délégations de ménagères se sont rendues à la mairie de Cannes, puis à la préfecture des Alpes-Maritimes. A Nice, il y a eu des échauffourées sur le marché.

HERAULT. — En janvier, il y a eu des manifestations de ménagères à Montpellier, à Nîmes, à Sète. A Sète, des heurts violents se sont produits entre la population et les gardes mobiles. Les manifestants ont houspillé le préfet et l'évêque. Darlan a été accueilli au chant de l'Internationale.

LYON. — Fin janvier, 300 ménagères sont descendues de Villeurbanne à la préfecture en criant : « Du pain! Darlan au poteau! A bas le préfet! ».

## Les soi-disant « élections » pour les « comités sociaux »

Un peu partout, les patrons poursuivent leur offensive contre les ouvriers, à l'occasion de la constitution des « comités sociaux », prévus par la Charte. Ils essaient de prendre les ouvriers et employés au dépourvu et de leur imposer les « délégués ouvriers » (sic) de leur choix. Partout aussi ils forment une délégation « d'autorité », avec un représentant des familles nombreuses, du groupe sportif, de la sécurité, des assistants sociaux, des jardins ouvriers et — en zone libre — de la légion ; en sorte qu'il ne reste plus rien à décider pour les ouvriers.

Pourtant, ouvriers et même employés parviennent à résister. Par exemple, les employés et techniciens de la S.N.C.A.N., à Paris, rejettent les propositions patronales, imposent 9 délégués au lieu de 2 et, refusant les candidats du patron, élisent en bloc leurs propres candidats. Ceux-ci, à peine élus, attachent au patron une indemnité pour ceux qui sont détachés dans les usines de banlieue.

A Toulouse, les patrons nomment eux-mêmes les « délégués ouvriers » et constituent des « Associations syndicales mixtes » contre les syndicats.

A Lyon, les patrons s'efforcent d'abord de faire entériner leurs candidatures par les ouvriers. Chez Delle, la direction essaie de faire ratifier ses « élus ». Plus des 4/5<sup>e</sup> des ouvriers et techniciens s'abstiennent. Même parmi les cadres, la moitié s'abstient.

Chez Stigma, encore à Lyon, la direction essaie de faire des élections. La liste ouvrière est élue par plus de 530 voix contre 40 aux candidats patronaux et pétainistes. Même échec patronal parmi les employés, parmi les techniciens et même dans la maîtrise.

Chez Bertlet, la direction a purement et simplement désigné les « délégués ouvriers » au « comité social ». Et les autres patrons ont suivi l'exemple.

A Marseille, les patrons boulangers et coiffeurs ont créé une véritable corporation, sans se préoccuper des ouvriers. Même le torchon de Belin a dû « protester ».

## Ceux qui affament les Travailleurs

Les Déat, Dumoulin et autres plumitifs aux gages de l'occupant mènent campagne pour l'institution du salaire minimum de 2.500 fr. à Paris, de 2.000 fr. en province. Ils ne trouvent pas de mots assez durs pour stigmatiser les inspecteurs des finances, seuls obstacles, d'après eux, au réajustement des salaires.

La vérité est toute autre. Si les inspecteurs des finances et le gouvernement de Vichy sont effectivement opposés au déblocage des salaires, l'occupant l'est tout autant.

Il y a quelques semaines, une déclaration officielle des autorités allemandes annonçait que celles-ci ne pouvaient autoriser les augmentations de salaires, pour le plus grand bien des ouvriers évidemment! Par ce texte, les occupants se désignaient eux-mêmes comme les affameurs.

Aujourd'hui, ce texte est jugé insuffisant. Les hitlériens ont donc décidé de diminuer les salaires.

Une récente circulaire de la kommandantur de Saint-Germain ordonnait la diminution des salaires de tous les ouvriers du bâtiment travaillant dans les chantiers allemands de la région parisienne. En outre, les frais de déplacement ne seront plus remboursés dans beaucoup de cas, les zones sont modifiées. Les conventions collectives de travail sont mises en pièces. Par ailleurs, les allemands s'ap-

prêtent à abaisser les salaires des métallurgistes ; des instructions dans ce sens, avec des menaces à la clef, sont déjà parvenues à l'inspection du travail.

Ainsi, tandis que l'augmentation du coût de la vie rend nécessaire et urgent un réajustement général des salaires, c'est une diminution que l'on apporte. Voilà le socialisme de ces messieurs!

Le but de cette politique saute aux yeux. On veut réduire les foyers ouvriers à la famine afin d'obliger les travailleurs français à partir en Allemagne. D'autre part, les pillards hitlériens veulent que les prix de revient restent le plus bas possible afin de conserver les avantages du mark à 20 fr.

Déat, Dumoulin & C<sup>ie</sup>, ayez-vous maintenant la pudeur de vous taire ?

Les travailleurs sauront riposter à ces mesures ignobles. Dès maintenant, en rejoignant leurs syndicats respectifs, ils imposeront, par leur union, l'abrogation des « diktats » iniques.

### QUI TIRE LES FICELLES ?

Le Rouge et le Bleu, de Spinasse, engueule Déat et les domestiques trop discrédités de Hitler. Spinasse est pur et opposant. Mais d'où vient qu'il passe si bien à travers la censure? Visiblement parce que Hitler essaie de faire diversion.

## Procès contre la classe ouvrière

Tout le monde a compris le sens du procès ridicule qui se tient actuellement à Riom. La partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie française fait le procès de la bourgeoisie libérale. Pourquoi? Parce que « les libéraux » ont déclenché la guerre? Parce qu'ils n'ont pas su ensuite la mener? Non, avant tout parce que Daladier et Blum, c'est le Front Populaire. 1936, souvenir d'un temps où les ouvriers étaient unis, forts comme jamais ils ne l'avaient été.

Ce procès est issu du désir de vengeance de la Réaction. A travers les anathèmes contre Blum et Daladier on retrouve la haine de l'ouvrier, la haine de l'occupant de 1936.

Aussi ce procès, camouflé sous le prétexte qu'il faut juger les responsables de la défaite, est-il déjà nul et non-venu pour le peuple de France.

En faisant le procès de 1936, nos gouvernants font, sans le vouloir, le procès de leur soi-disant « socialisme ».